SEANCE DU VENDREDI 4 AVRIL 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le quatre avril à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de Courcelles-Sapicourt se sont réunis dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Jean MICHEL, maire. Convocation en date du 27 mars 2025.

Présents : Gérald MABILE, Philippe LEVEAUX, Michel BACARISSE, Maurice ENGELMANN, Xavier CULEUX, Marie-Pierre MIGNON, Jacky LESUEUR.

Absents excusés : Jérôme MIART, Grégoire MAZZINI et Jérôme LAINE qui a donné pouvoir à Xavier CULEUX.

Secrétaire de séance : Marie-Pierre MIGNON.

Délibérations : Compte de gestion, compte administratif, affectation du résultat (année 2024). Vote des taux des taxes locales. Vote du BP 2025 et des subventions. Aménagement du temps de travail suite avis CDG. Bail de chasse. Contrat BIGOT Adeline (+1h semaine).

Questions diverses :

1 - DELIBERATIONS.

1 - Vote du compte administratif 2024.

Conformément à l'article L. 2121-14 du code général des collectivités territoriales, Mr Gérald MABILE a été désigné comme président de séance, le maire devant quitter la salle au moment du vote.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 1612-12 et 13,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 annexée à l'arrêté modifié du 27 décembre 2005,

Vu le compte de gestion visé le trésorier de Fismes,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée de se prononcer sur l'arrêté des comptes de l'exercice précédent,

Considérant la présentation des dépenses et recettes de l'exercice précédent effectuée par l'ordonnateur,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents et représentés (moins 1 voix monsieur le maire ne prend pas part au vote),

DÉCIDE :

- de donner acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

Compte administratif principal		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2024	201 617.44	294 264.21	92 646.77
	Solde antérieur reporté (ligne 002)		400 884.19	400 884.19
	Excédent ou déficit global	201 617.44	695 148.40	493 530.96
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2024	71 788.86	271 990.47	200 201.61
	Solde antérieur reporté (ligne 001)	186 133.75		-186 133.75
	Solde d'exécution positif ou négatif	257 922.61	271 990.47	14 067.86
Restes à réaliser au 31 décembre	Fonctionnement			
	Investissement	12 800.00		-12 800.00

Résultats cumulés (hors RAR)	459 540.05	967 138.87	507 598.82
Résultats cumulés (y compris RAR)	472 340.05	967 138.87	494 798.82

- **de constater** les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- **de reconnaître** la sincérité des restes à réaliser inscrits (état joint à la présente délibération),
- **d'arrêter** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

2 - Approbation du compte de gestion 2024.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29 et L. 2121-31

Considérant la présentation du budget primitif de l'exercice 2023 (n-1) et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le comptable public de la collectivité accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif et les états des restes à réaliser.

Considérant l'approbation du compte administratif 2024 lors de la même séance,

Considérant que le comptable public a bien repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents et représentés,

DÉCIDE :

- **d'arrêter** le compte de gestion 2024 dressé par le comptable public, visé et certifié conforme par l'ordonnateur
- **de n'apporter** ni observations, ni réserves sur la tenue des comptes de la collectivité.

3 - Affectation du résultat 2024.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2311-5,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 annexée à l'arrêté modifié du 27 décembre 2005,

Vu les résultats arrêtés suite à l'approbation du compte administratif,

Vu les états des restes à réaliser,

Considérant que le budget de l'exercice 2024 comportait un virement (023 $\leftarrow$ 021) d'un montant de 362 181.00 €

Considérant qu'il appartient à l'assemblée d'affecter les résultats de l'exercice précédent arrêtés comme suit :

- un excédent de fonctionnement d'un montant de 493 530.96 €
- un solde d'exécution global de la section d'investissement d'un montant de 14 067.86 €
- un solde des restes à réaliser de la section d'investissement d'un montant de -12 800.00 €

entraînant un besoin de financement s'élevant à 0 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents et représentés,

DÉCIDE :

- **Le report en section de fonctionnement (ligne 002 en recettes) du montant de 493 530.96 €**
- **Le report en section d'investissement (ligne 001 en recettes) du montant de 14 067.86 €**
- **d'inscrire ces reports dans le prochain budget prévisionnel 2025 à l'arrondi.**

4 - Vote des taux d'imposition 2025.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le code général des impôts et notamment les articles 1379, 1407 et suivants et 1636 B sexies relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition,

Considérant la nécessité de voter chaque année les taux des contributions directes locales

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

DÉCIDE de ne pas augmenter les taux de la TFPB et TFPNB,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à 9 voix pour,

FIXE ainsi les taux d'imposition applicables pour l'année 2025 :

- taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) : 39.84 %
- taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) : 15.81 %
- taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THS) : 5 %

Pas de CFE.

CHARGE le maire de la transmission de ces informations aux services préfectoraux dans les délais légaux.

5 - Vote des subventions 2025.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

DÉCIDE de verser les subventions suivantes aux associations pour l'année 2024 :

- MARPA de Pargny les Reims 200 € (à l'unanimité)
- Atelier et la main de Muizon 100 € (à l'unanimité)
- ADMR GUEUX 200 € (à l'unanimité)
- Amicale des Pompiers de Muizon 600 € (à l'unanimité)
- Association des Courcelles de France 100 € (à l'unanimité)
- Comité des fêtes 1 100 € (à l'unanimité)
- Association sportive Gueux Football 200 € (à l'unanimité)
- Association CLE'Art 1500 € (à l'unanimité - 1 voix Xavier CULEUX ne prend pas part au vote)

CHARGE le maire de procéder aux versements.

6 - Organisation du temps de travail suite à l'avis du centre de gestion.

Le Conseil Municipal,

Sur rapport de Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la fonction publique, notamment les articles L115-1 et L.714-4,

VU n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, instituant une journée de solidarité,

VU la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115,

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47,

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU le décret n°88-168 du 15 février 1988 pris pour l'application des dispositions du deuxième alinéa du 1° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,

VU le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,

VU la circulaire ministérielle du 7 mai 2008 NOR INT/B/08/00106/C relative à l'organisation de la journée solidarité dans la fonction publique territoriale,

VU la circulaire ministérielle du 18 janvier 2012 n° NOR MFPP1202031C relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011,

VU l'avis du comité social territorial du 26/11/2024,

Le Conseil après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée comme suit : Nombre de jours annuel	365 jours
Repos hebdomadaires (2 jours x 52 semaines)	- 104 jours
Congés annuels	- 25 jours
Jours fériés (8 jours en moyenne par an)	- 8 jours

Nombre de jours travaillés	228 jours
Nombres de jours travaillés = nb de jours x 7 heures	1 596 heures arrondi à 1 600 heures
Journée solidarité	7 heures
Total	1 607 heures

DECIDE d'adopter la proposition du Maire.

L'organisation du temps de travail rentrera en vigueur après la transmission de cette délibération au service de la Préfecture.

7 - Renouvellement du bail de chasse.

Monsieur le maire informe le conseil municipal que le bail de chasse avec le groupe de chasseurs de Courcelles-Sapicourt est arrivé à expiration. Il convient donc de le renouveler.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, moins une voix (Jérôme LAINE ne peut prendre part au vote).

DECIDE de renouveler le bail avec le groupe de chasseurs de Courcelles-Sapicourt représenté par Mr HORLON David pour un montant de 30 euros de l'hectare sur la base de 10 ha 85 a 16 ca et ce à compter de l'année 2024, il sera renouvelé annuellement par tacite reconduction.

AUTORISE Monsieur le maire à signer le nouveau bail avec Monsieur HORLON David ainsi que toutes les pièces administratives et comptables qui découlent de cette délibération.

8 - Convention avec la CUGR - Fonds de soutien aux investissements locaux.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, l'article L.2121-29,

Vu la délibération n° CC-12-2024 du conseil communautaire du 27 juin 2024 créant le fonds de soutien aux investissements communaux et adoptant son règlement,

Vu la délibération n°19/2024 du 4/10/2024 du conseil municipal de Courcelles-Sapicourt sollicitant l'octroi du fonds de soutien aux investissements communaux sous la forme du versement d'un fonds de concours pour l'achat et l'installation de jeux pour enfants et agrès,

Vu la délibération n°CC-2024-264 du conseil communautaire du 18 décembre 2024 décidant l'attribution d'un fonds de concours à la commune de Courcelles-Sapicourt,

Considérant que l'attribution de ce fonds de concours doit faire l'objet d'une délibération concordance du conseil municipal de Courcelles-Sapicourt,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DECIDE

D'accepter le fonds de concours accordé par la Communauté de Communes Urbaines du Grand Reims pour l'achat et l'installation de jeux pour enfants et agrès pour un montant de 20 000 € HT sur un montant de 63 619 € HT,

D'autoriser Monsieur le maire à signer la convention à intervenir entre la commune et le Grand Reims ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

9 - Modification d'un emploi permanent - adjoint technique 2^{ème} classe pour le ménage des locaux de la mairie - Avenant au contrat de Mme BIGOT Adeline.

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la fonction publique,

Sur le rapport de l'Autorité territoriale,

Le conseil municipal après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

DECIDE

Article 1 :

L'emploi permanent d'agent d'entretien contractuel des locaux de la mairie à temps non complet créé par délibération 8/2004, à compter du 1^{er} juillet 2004 pour une durée hebdomadaire d'1 heure hebdomadaire, modifié par délibération 21/2007 à 2 heures hebdomadaires, est modifié à 3 heures hebdomadaires à compter du 1^{er} mai 2025.

Article 2 :

L'emploi d'agent d'entretien contractuel des locaux de la mairie relève du grade d'adjoint technique 2^{ème} classe. Le titulaire du présent emploi pourra être amené, sur demande du Maire, à effectuer exceptionnellement des heures complémentaires. L'agent recruté en qualité de contractuel aura pour fonctions d'effectuer le ménage dans les locaux de la mairie. Aucun diplôme, ni expérience professionnelle n'est exigé

Article 3 :

L'indice de rémunération de l'agent sera compris entre l'indice brut 100 et l'indice brut 1027.

Mme BIGOT Adeline actuellement sur ce poste sera rémunéré sur la base de l'indice brut 380 - indice majoré 371.

Article 4 :

A compter du 1^{er} mai 2025 le tableau des effectifs de la collectivité est modifié de la manière suivante :

Filière : technique

Cadre d'emplois : contractuel catégorie C

Grade : adjoint technique 2^{ème} classe : - ancien effectif 1 - nouvel effectif 1.

Article 5 :

les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget, chapitre 012 - article 6413.

2 - QUESTIONS DIVERSES.

Monsieur le maire informe le conseil municipal que Régis BOURGEOIS est actuellement en arrêt suite à une opération.

Chemin rural dit des Favières : Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'un géomètre interviendra sur le chemin rural dit des Favières afin de pouvoir le matérialiser. Il est possible qu'actuellement le chemin ne soit pas à son bon emplacement notamment à proximité de la route de Branscourt à Prouilly ce qui pose des problèmes avec les propriétaires des parcelles attenantes concernant notamment la circulation de chevaux du centre équestre. En fonction de ces résultats de bornage, la commune réfléchira à d'éventuels travaux de réhabilitation et à la réglementation d'accès à ce chemin.

Festival Fées des Champs : Il est rappelé au conseiller qu'un festival culturel se déroulera sur la commune le 8 juin prochain, dans un champ appartenant à un particulier Ce festival est organisé par l'association CLE'art dont la présidente est Clothilde CULEUX.

Elections municipales : Monsieur le maire fait part des nouvelles directives concernant les futures élections municipales de 2026.

La séance est levée à 22 h 15

Le maire, Jean MICHEL

Le secrétaire, Marie-Pierre MIGNON